

Plateforme d'Observation Sociale DRDJSCS des Pays de la Loire et de la Loire-Atlantique

Groupe de travail « Vie associative » Compte-rendu n°5 – 15/06/2018

Participants :

NOM	Prénom	Organisme	adresse mail
BERNIER	Michael	Compas	michael.bernier@compas-tis.com
CHINCHOLE	Line	Sgar	line.chinchole@pays-de-la-loire.gouv.fr
DAO-DUY	Valérie	DRDJSCS Référente "vie associative"	valerie.dao-duy@drjscs.gouv.fr
DUPIN	Alice	Le Mouvement associatif	paysdelaloire@lemouvementassociatif.org
FAUCHER	Gaëlle	Direccte Mission ESS	gaelle.faucher@direccte.gouv.fr
GALLARD	Elisabeth	DRDJSCS - Matt	elisabeth.gallard@drjscs.gouv.fr
LE GALLO	Marc	Compas	marc.legallo@compas-tis.com
MARIE	Raphaëlle	DRDJSCS - Matt - POS	raphaelle.marie@drjscs.gouv.fr
PARBEAU	Héloïse	Fédération des Acteurs de la Solidarité	charge.mission@federationsolidarite.org
PICKARD-COSKER	Anne	DRDJSCS	Anne.picard-cosker@drjscs.gouv.fr
TESSIER	Marie	CRESS	marie.teyssier@cress-pdl.org

Deux points à l'ordre du jour

1. Suivi de l'élaboration du tableau de bord « Chiffres-clés de la vie associative ».
2. Proposition d'un autre axe de travail pour le groupe, en lien avec la mise en œuvre de la SRESS (Stratégie Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire).

+ Evocation du rapport remis au 1^{er} ministre par le Mouvement associatif, « *Pour une politique de vie associative ambitieuse et le développement d'une société de l'engagement* ». Il comporte 59 propositions dont celles visant à rendre plus visible la force associative...

(https://www.pos-pays-de-la-loire.fr/content/uploads/2018/06/RAPPORT_COMPLET_CHANTIER_VIE ASSO_WEB.pdf)

1. Suivi de l'élaboration du tableau de bord « Chiffres-clés de la vie associative »

Depuis la précédente réunion du groupe de travail, le tableau de bord a continué d'évoluer en tentant de prendre en compte au mieux les remarques qui avaient été émises par les participants.

Ainsi, une nouvelle présentation du tableau de bord a été faite aux participants en insistant sur les évolutions depuis la précédente :

- Suppression des premières lignes de l'onglet « Démographie des associations » relatives au nombre total d'associations dans le RNA_waldeck y compris celles signalées dissoutes (afin de ne pas créer de la confusion).

- Dans l'onglet « Démographie des associations », ajout d'indicateurs sur les associations dissoutes en fonction de leur durée d'existence (part de celles ayant vécu moins de 5 ans, entre 5 et 9 ans, entre 10 et 19 ans, entre 20 et 29 ans, entre 30 et 39 ans, 40 ans ou plus) et suppression des calculs par durée moyenne ou médiane.
- Dans l'onglet « Associations employeuses »,
 - o ajout du rapport entre le nombre de salariés et le nombre d'ETP, afin d'essayer d'appréhender la question du temps partiel ;
 - o ajout de l'évolution du nombre de salariés en association ;
 - o ajout d'une colonne « France métropolitaine » à des fins de comparaison.
- Dans l'onglet « Objets-Domains », remplissage selon la classification « Tchernonog » sur le nombre d'associations, la part dans le département, l'évolution annuelle moyenne, la part des créations.
- Dans l'onglet « Zones géographiques d'implantation », distribution des associations
 - o d'une part selon la catégorie dans le zonage en aires urbaines de l'Insee,
 - o et d'autre part selon le classement en Zone de Revitalisation Rurale (ZRR) - (*Attention, à partir du moment où une commune est en ZRR toute l'EPCI s'y retrouve également ; ce qui complique la lecture de l'indicateur*).
- Dans l'onglet « Subventionnement », suppression de l'indicateur « Montant moyen de subvention par association », en attendant de pouvoir lui préférer le « Montant moyen de subvention par versement ».

Par ailleurs, la discussion qui a suivi a mis en lumière d'autres modifications/améliorations/compléments à apporter ou encore des axes d'analyse à creuser si possible :

- Garder à l'esprit l'intérêt de disposer d'un onglet sur les bénévoles, particulièrement les bénévoles-dirigeants ; même si cela ne paraît pas envisageable pour le moment.
- Dans l'onglet « Démographie des associations »,
 - o il aurait été intéressant d'avoir des informations sur les motifs des dissolutions ; malheureusement ces informations n'existent pas dans le RNA.
 - o toujours concernant les associations dissoutes, avoir des informations par domaine et par année (y a-t-il plus de dissolutions certaines années et selon les domaines ?).
- Autour de l'onglet « Associations employeuses »,
 - o envisager, pour le ratio salariés/ETP, une comparaison avec tous secteurs confondus ;
 - o regarder dans le fichier Clap les informations disponibles concernant les rémunérations et réfléchir à l'indicateur (ou aux indicateurs) le(s) plus pertinent(s) à proposer (« poids des rémunérations des associations dans l'ensemble des rémunérations », « niveau de rémunération par ETP », « salaire horaire moyen », écart de salaire hommes/femmes », etc. ?).
- Autour de l'onglet « Zones géographiques d'implantation »,
 - o comparer les associations en ZRR par rapport aux associations en commune rurale selon l'Insee (envisager ici l'usage de la cartographie) ;
 - o réfléchir à une manière d'aborder l'effet des fusions de communes et donc de la création des communes nouvelles.
- Autour de l'onglet « Subventionnement »,
 - o voire ce qu'il est possible d'exploiter sur les subventions ARS à partir de la base OSCARS (<http://www.oscarsante.org/>) ;
 - o privilégier une présentation des subventions Etat à partir des centres de coût (cf. Préfecture) ;
 - o chercher à connaître la provenance et la destination des crédits versés (ceux versés à destination d'autres régions ; ceux provenant d'autres régions au profit d'associations ligériennes).

Le tableau de bord actualisé est à disposition sur le site de la plateforme, dans l'espace privé « La vie de la Plateforme », groupe « Vie associative » (<https://www.pos-pays-de-la-loire.fr/>).

2. Proposition d'un autre axe de travail pour le groupe, en lien avec la mise en œuvre de la SRESS (Stratégie Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire)

Afin de définir et mettre en œuvre la SRESS, des groupes-projets ont été mis en place sous l'impulsion de la Direccte et de la DRDJSCS.

Certains sujets de réflexion se croisent avec ceux du GT « Vie associative » de la plateforme. Il apparaît donc pertinent de rapprocher les deux démarches plutôt que de fonctionner en doublon.

C'est le cas en particulier dans le cadre du « groupe n°6 – Fiche action n°2 » de la démarche SRESS qui porte à la fois sur l'observation de la qualité de la vie associative et du bénévolat ainsi que sur la question de la veille sur les « fragilités associatives ».

Un premier travail d'identification des facteurs de risque de la fragilité associative a déjà été réalisé il y a quelques années par la Cellule de veille des fragilités associatives (DRDJSCS/DRFIP). Mais certains de ces indicateurs s'avèrent assez subjectifs et difficilement mesurables.

Cette démarche peut aussi parfois soulever certaines craintes ; par exemple autour de la question de l'évaluation, du contrôle et donc de l'autonomie des associations... Et peut donc être perçue de façon ambivalente à la fois comme une aide et une contrainte...

Même si un tronc commun peut exister, les outils de veille et d'alerte méritent probablement d'être différenciés selon leur finalité et les acteurs auxquels ils sont destinés : certains doivent pouvoir servir directement aux dirigeants associatifs dans le suivi d'indicateurs d'alerte sur leur activité (indicateurs de gestion et d'activité) ; d'autres sont davantage à destination des services instructeurs qui eux-mêmes peuvent être amenés à interroger une association lorsqu'il y a suspicion de difficultés ; d'autres encore sont davantage destinés à pouvoir construire des indicateurs à des fins d'observation macro et non plus à l'échelle d'une association particulière...

On notera que plusieurs dispositifs d'accompagnement existent pour aider et soutenir les associations ; et que certains disposent déjà eux-mêmes de leur propre grille de diagnostic des fragilités/difficultés associatives (on pense par exemple au DLA).

Pour le groupe Vie associative, un premier travail « de test » pourrait s'envisager uniquement sur la base des associations subventionnées par la DRDJSCS. Cela pourrait commencer par une mise à plat/un état des lieux de l'ensemble des informations collectées auprès/sur ces associations dans le cadre des demandes de subvention (les nombres d'adhérents et de bénévoles font, par exemple, partie de ces informations) ; puis être suivi par une réflexion sur les « indicateurs de fragilité » qu'il est possible d'envisager à partir de cet éventail d'informations.

Les membres du GT « Vie associative » ont validé cette idée.